Action culturelle et langue française

Retour sur deux appels à projets nationaux du ministère de la Culture

Claire Extramiana

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/7817>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.7817

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 192-195

ISBN : 978-2-919040-42-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Claire Extramiana, « Action culturelle et langue française », *Hommes & migrations* [En ligne], 1323 | 2018, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/7817> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.7817>

Langues

Action culturelle et langue française

Retour sur deux appels à projets nationaux du ministère de la Culture

Portés par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, deux appels à projets nationaux « Action culturelle et langue française » lancés en 2015 et 2017 ont permis d'établir des liens fructueux entre culture et apprentissage linguistique. Un nouvel appel à projet en 2019 prolongera ce pari d'une offre culturelle et artistique au service de l'appropriation du français chez des personnes ayant des besoins d'apprentissage, notamment les personnes allophones.

Claire Extramiana, chargée de mission pour la maîtrise du français et l'action territoriale auprès du Délégué général à la langue française et aux langues de France (DGLFLF).

La Délégation générale à la langue française et aux langues de France (ministère de la Culture) s'est vue confier en 2015 la mise en œuvre d'un appel à projets national intitulé « L'action culturelle au service de la maîtrise du français ». L'objectif était de contribuer à la réduction des inégalités face à la langue française et d'en faciliter l'accès, conformément aux décisions du Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté du 6 mars 2015 réuni au lendemain des attentats contre Charlie Hebdo.

Cet appel à projets national doté d'un million d'euros a permis de soutenir en 2015, et lors de sa seconde édition en 2017 (également dotée d'un million d'euros), plus de trois-cents projets culturels issus des territoires au bénéfice de personnes en grande difficulté avec la langue française : personnes non francophones ou personnes illettrées, depuis les scolaires jusqu'aux adultes, y compris les détenus et les jeunes encadrés par la Protection judiciaire de la jeunesse. Il répondait à la nécessité de favoriser l'appropriation du français chez des personnes présentant des besoins d'apprentissage du français, écrit ou oral, dès lors qu'elles rencontraient des

difficultés d'insertion sociale ou professionnelle, en proposant le détour par la culture. Pour être retenus, les 1 300 projets proposés en 2015 et 2017 devaient être conçus autour d'une activité artistique ou culturelle et de la pratique de la langue française. Une attention particulière était portée aux quartiers prioritaires relevant de la politique de la ville, représentés par la moitié des projets retenus lors des deux éditions.

Action culturelle et langue française : le postulat qui préside à cette démarche est que la culture a un rôle à jouer dans l'appropriation de la langue française. Pour y parvenir, le ministère de la Culture encourage, à travers ces appels à projets nationaux, des actions conduites par des spécialistes de la langue et des intervenants artistiques ou culturels croisant action artistique et culturelle et apprentissage ou pratique du français.

Retour sur les présupposés de l'appel à projets national lancé en 2015

Les acteurs de terrain comme les responsables politiques le savent : la maîtrise « insuffisante » du français, à l'oral comme à l'écrit, constitue un facteur d'exclusion, les difficultés en français étant à la fois cause et conséquence de l'exclusion ou de la précarité. Qu'il s'agisse de personnes en situation d'illettrisme, pour lesquelles le français est langue maternelle, ou de personnes d'origine étrangère entravées dans leur capacité à communiquer, la majorité de ces personnes résident le plus souvent dans des territoires connaissant une relative relégation. Elles ont un accès limité aux équipements culturels et ne sont pas en mesure de communiquer en français de manière suffisamment autonome pour accéder à un emploi qualifié, assumer leur rôle de parents et de parents d'élève, exercer pleinement leurs droits et devoirs de citoyen, etc. Plus encore, elles n'ont qu'un accès limité aux ressources symboliques véhiculées par la vie sociale qui fondent le sentiment d'appartenance à la Cité. Or, c'est précisément la fréquentation des lieux de culture et du patrimoine, la pratique artistique, l'accès aux œuvres de l'esprit, la participation aux débats citoyens qui créent les conditions d'acquisition de la langue commune qu'est le français. Il y a là comme un cercle vertueux : la pratique artistique et culturelle, autant que la pratique de la langue se renforcent mutuellement et nourrissent ce sentiment d'appartenance.

Voici cinq exemples de projets culturels impliquant des personnes allophones financés dans le cadre des appels à projets nationaux « Action culturelle et langue française ».

Le théâtre de la Commune, centre dramatique national d'Aubervilliers en Seine-Saint-Denis

Implanté dans une ville qui compte cent-quarante nationalités, ce théâtre mène des actions culturelles spécifiques pour attirer le public de la ville. Il a conduit avec la Scop parisienne Langues Plurielles un projet s'inspirant de la méthode Glottodrama. Cette méthode utilise le théâtre pour développer l'apprentissage linguistique.

Bénéficiant d'un co-financement du contrat de ville de Plaine Commune, le projet a impliqué un groupe de quatorze personnes allophones encadrées par un intervenant de français langue étrangère et une comédienne pour la réalisation d'un spectacle de théâtre. Les bénéfices du projet sont évalués à l'aune de ses objectifs linguistiques et sociaux. Pour mémoire, les objectifs linguistiques étaient : se présenter en français, décrire son quotidien et se projeter dans le futur, faire connaissance avec de nouvelles personnes, mieux connaître la ville dans laquelle on vit, résoudre un problème en s'exprimant simplement. Les objectifs culturels étaient également définis : se préparer à aller voir une représentation théâtrale, se familiariser avec l'univers du théâtre (lieu, lexique, tradition, courants, divers corps de métier, etc.), proposer à sa famille une sortie au théâtre, rencontrer l'équipe artistique d'un spectacle et donner son avis sur une pièce dans un cadre informel.

La Scop Langues Plurielles a élaboré un outil qui est diffusé actuellement : Kit pédagogique pour un atelier de théâtre à visée linguistique avec la méthode glottodrama®. D'après l'expérience au Théâtre de la Commune, Centre dramatique national d'Aubervilliers, conduite par Corinne Landsberg et Isabel Oed.

Le musée d'art et d'histoire de Saint-Denis en Seine-Saint-Denis

Le partage est une notion centrale dans ce projet qui s'appelle opportunément « Partageons le musée ». En partenariat avec les maisons de quartier Pierre Sémard et Romain Rolland de Saint-Denis et l'association Mots et regards, il a mobilisé plus d'une trentaine de personnes allophones pendant

plus de six mois. Trois groupes d'adultes, femmes et hommes de quinze nationalités différentes, étaient encadrés par la médiatrice culturelle du musée et la formatrice linguistique intervenant dans les cours de français langue étrangère des maisons de quartier. La ville de Saint-Denis et la mission Tourisme de Plaine Commune ont cofinancé le projet.

Il s'agissait de réaliser un audioguide destiné aux visiteurs du musée par le biais d'activités linguistiques telles que l'écriture des textes de commentaires, la mise en voix de ces textes et leur enregistrement. Les participants ont été acteurs

« D'autre part, la logique de partenariats avec les institutions culturelles se conçoit parfaitement dès lors que ces dernières ont pour mission d'élargir et de diversifier leurs publics. Il en va ici de la démocratisation de la culture, considérée comme un droit pour les personnes qui en sont éloignées.

de toutes les étapes de la création de l'audioguide : choix des œuvres, élaboration du discours de médiation sur les œuvres, enregistrement du texte. L'audioguide produit de cette manière présente treize pièces conservées dans le musée.

L'association Eduquer Créer Divertir Cultiver (ECDC) à Montpellier

ECDC réalise des jeux vidéo en mode participatif avec des enfants, des adolescents, des étudiants et des adultes. Le projet soutenu a été conçu pour des adultes allophones apprenant le français, qui résident dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le Centre Ressources Illettrisme et Apprentissage de la langue française (CRIA) était impliqué, de même que des ateliers sociolinguistiques (Tin Hinan à La Mosson, Un Toit pour apprendre au Petit-Bard), un organisme de formation (AMS Grand Sud à Près d'Arènes) et le réseau des médiathèques de Montpellier Métropole. Outre les crédits du contrat de ville, la Fondation SNCF a permis de compléter le budget de l'action. Les ateliers ont permis de fabriquer, sur une période de six mois, des jeux vidéo d'apprentissage de la lecture à partir d'un logiciel réalisé par une jeune entreprise française. Un artiste en conception de jeu vidéo a travaillé pour cela en tandem avec une formatrice de français langue étrangère

dans une maison d'arrêt), personnes illettrées en milieu rural, jeunes suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse (projet théâtre), adultes non francophones accueillis dans un musée. Des entretiens conduits avec des professionnels de la lecture publique, d'une part, et des médiatrices culturelles, d'autre part, sont recueillis dans le bonus qui complète le documentaire.

Cet ouvrage et ce documentaire font l'objet de présentations publiques programmées jusqu'à la fin de l'année 2018. Certaines ont déjà eu lieu à Lyon, Cergy-Pontoise, Paris, Montpellier, Montreuil (93) et Marseille. D'autres vont suivre à Reims, Revin, Aurillac et Cayenne. Nous organisons ces rencontres en partenariat avec les directions régionales des affaires culturelles (Drac), les porteurs de projet retenus, leurs partenaires opérationnels ou institutionnels.

Les objectifs qui sous-tendent cette diffusion nationale sont au nombre de quatre : mieux faire connaître certaines des initiatives retenues ; encourager et accompagner la conception et la réalisation de nouveaux projets ; sensibiliser à la mise en œuvre de coopérations entre des acteurs issus de cultures professionnelles différentes, voire à l'élaboration de politiques publiques à même de répondre aux enjeux liés à une meilleure appropriation de la langue française par le plus grand nombre ; susciter la réflexion, enfin, tant sur les modalités mises en œuvre dans ce type de projets que sur les effets qu'ils produisent.

En conclusion

La démarche qui vient d'être esquissée repose en somme sur deux considérations. D'une part, le lien entre maîtrise de la langue et action culturelle est connu des intervenants du champ social. D'autre part, la logique de partenariats avec les institutions culturelles se conçoit parfaitement dès lors que ces dernières ont pour mission d'élargir et de diversifier leurs publics. Il en va ici de la démocratisation de la culture, considérée comme un droit pour les personnes qui en sont éloignées. Il reste à nous engager tous plus largement encore dans une politique ambitieuse faisant de l'action culturelle un vecteur de la maîtrise du français.

Les appels à projets nationaux lancés en 2015 et 2017 constituent le socle de cette politique d'éducation artistique et culturelle. C'est la raison pour laquelle le ministère de la Culture lancera en 2019 un nouvel appel à projets national « Action culturelle et langue française » doté d'un million

d'euros. Il aura précisément pour ambition de mettre en mouvement les intervenants culturels et les acteurs de la formation au français autour de cette démarche. Ce faisant, le ministère de la Culture continuera à être au cœur des politiques publiques pour la maîtrise du français et la lutte contre l'illettrisme. ■

Bibliographie

Michel Kneubühler (dir.), *Détours et déclics. Action culturelle et langue française*, Genouilleux, Éditions La Passe du vent, coll. « Politiques culturelles et territoires », 2018.

Michel Kneubühler, « Démarche nationale Action culturelle et langue. Synthèse du rapport d'évaluation. Septembre 2016 », DGLFLF, 2018.

DGLFLF, « L'action culturelle au service de la maîtrise du français », actes de la rencontre nationale des porteurs de projets du 12 décembre 2016 au cinéma Le Méliès de Montreuil, 2018.

Loraine Dumoulin, *Kit pédagogique pour un atelier de théâtre à visée linguistique avec la méthode glottodrama®. D'après l'expérience au Théâtre de la Commune, Centre dramatique national d'Aubervilliers, conduite par Corinne Landsberg et Isabel Oed*, Paris, Langues Plurielles Éditions, 2016.

TROIS QUESTIONS À... MICHEL KNEUBÜHLER¹

Propos recueillis par Claire Extramiana, chargée de mission pour la maîtrise du français et l'action territoriale auprès du Délégué général à la langue française et aux langues de France.

Claire Extramiana : Vous avez coordonné le livre *Détours & Déclics* (Éd. La passe du vent, 2018). En quoi sa lecture peut-elle être utile aux acteurs de la culture et de l'intégration ?

Michel Kneubühler : Ce livre met en lumière – dans la diversité des métiers, des actions, des disciplines artistiques, des partenariats, des personnes concernées... – vingt-cinq projets retenus par la DGLFLF. Au-delà de l'engagement remarquable de toutes ces équipes, il témoigne de la pertinence des chemins suivis

pour faciliter une meilleure appropriation de la langue française, en particulier par des personnes allophones issues d'univers culturels très différents. Le lecteur peut y trouver matière à réflexion, mais aussi des outils très concrets. Et constater que d'autres, ailleurs, partagent les mêmes valeurs que lui.

C. E. : Le livre s'accompagne d'un film, *Les orages, ça finit par passer...* (Philippe Worms, 56 min.) : qu'apporte-t-il pour sa part ?

M. K. : Le livre donne à lire la parole des opérateurs, le film fait entendre celle des personnes parties prenantes de cinq projets. Leurs témoignages montrent, non sans émotion, à quel point le détour par l'action culturelle engendre pour beaucoup, au-delà d'une plus grande aisance linguistique, une ouverture culturelle, une vie sociale plus intense et, en définitive, un mieux-être personnel.

C. E. : En quoi l'apprentissage du français via l'action culturelle facilite-t-il l'intégration des personnes étrangères ?

M. K. : Les objectifs sont plus facilement atteints si la compétence linguistique et culturelle de la personne étrangère est, d'emblée, prise en compte : pour paraphraser le poète et comédien Jean Bojko, nous autres, êtres humains, sommes d'abord riches de ce qui nous constitue comme sujets sensibles et pensants avant d'être pauvres de ce qui nous manque...

1. Après une carrière au sein du ministère de la Culture, Michel Kneubühler est devenu enseignant en politiques culturelles (universités de Lyon-2 et Grenoble-Alpes). Il est membre du comité de suivi de l'appel à projets national 2015 et 2017. Il a coordonné l'ouvrage *Détours & Déclics* après avoir conduit l'évaluation de l'appel à projets national lancé en 2015.